

Les villes suisses sous la loupe

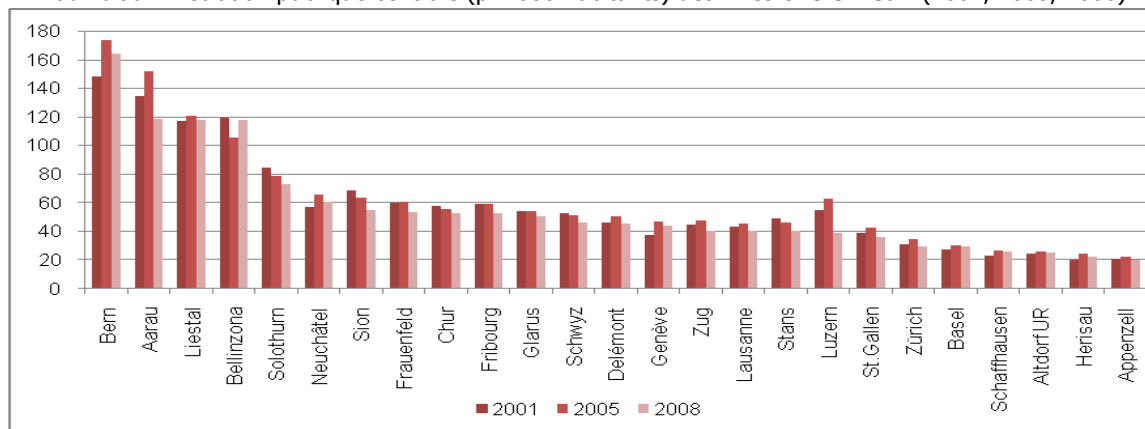
Evolution des différences politico-administratives selon la taille et la région géographique (2000-2010)

Les villes jouent un rôle de plus en plus important dans l'architecture fédéraliste avec un profil souvent différent du canton auquel elles se rattachent. Il convient donc non seulement de repérer leur poids dans une optique comparative, mais aussi d'essayer de dresser leur portrait, de présenter leurs spécificités et identité propres en tenant compte des facteurs géopolitiques et socio-économiques. Une nouvelle étude de la BADAC présente les derniers résultats disponibles portant sur des thèmes d'actualité relatifs aux administrations publiques, aux institutions politiques, aux inégalités sociales, à la fiscalité et au logement pour l'ensemble des villes suisses de plus de 10'000 habitants. L'originalité de l'étude tient à la mesure des changements survenus au cours des années 2000.

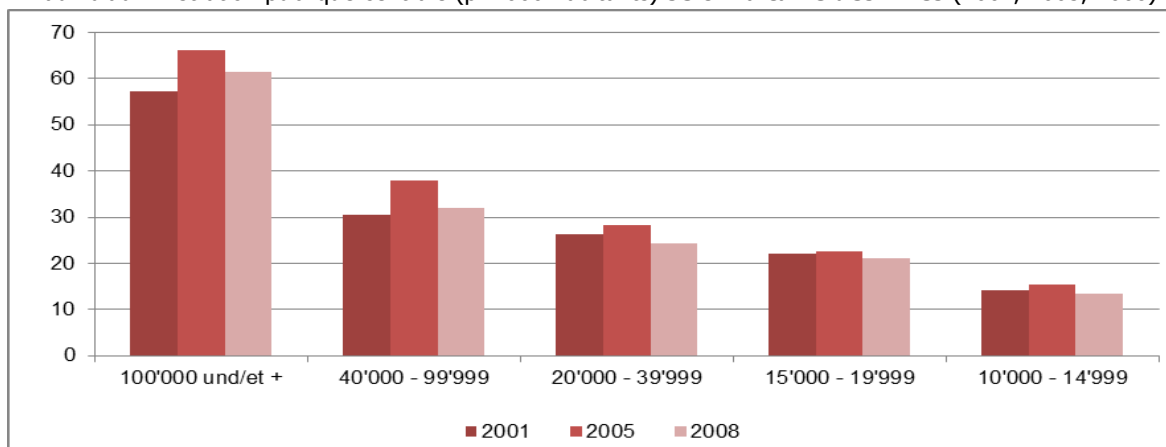
L'administration publique plus présente dans les villes-centres et les capitales cantonales

Le taux d'administration publique centrale (APC) est un indicateur de description du poids de l'Etat. Il présente les emplois de l'APC par rapport à la population résidente. En 2008, le personnel de l'APC des villes s'élevait à 98'446 équivalents plein temps (EPT), plus faible qu'en 2005 (105'330) mais plus élevé qu'en 2001 (92'576). Les capitales cantonales affichent logiquement des taux plus élevés, avec des pics dans les villes hébergeant les institutions fédérales et/ou cantonales comme Berne (164,2 pour 1000 habitants en 2008), Ittigen (132), Aarau (118,2), Liestal (117,8) et Bellinzona (117,6) et des minimums à Richterswil, Chêne-Bougeries et Arth (< 3). La densité administrative varie en fonction de la taille de la ville, atteignant 61,5 dans les cités de plus de 100'000 habitants, contre presque cinq fois moins dans les villes de 10 à 15'000 habitants. Les villes tessinoises et de l'espace Mittelland se caractérisent par un taux plus élevé que les villes zurichoises et romandes, notamment car l'échantillon de villes est plus important. On notera une forte diminution du taux d'APC entre 2005 et 2008 à Aarau (-20,6 %) et Lucerne (-35,9 %).

Taux d'administration publique centrale (p. 1000 habitants) des villes **chefs-lieux** (2001, 2005, 2008)



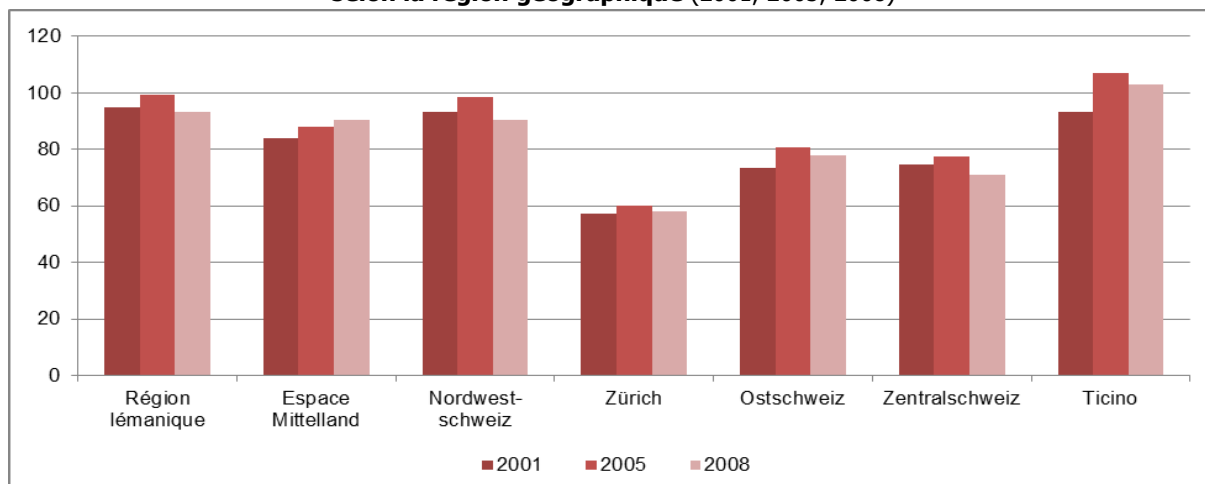
Taux d'administration publique centrale (p. 1000 habitants) **selon la taille des villes** (2001, 2005, 2008)



Services à la population plus développés dans les villes latines et les grands centres

L'Etat social s'est fortement développé depuis les années 1950 avec la démocratisation des études, l'allongement de l'espérance de vie et le développement des prestations sociales destinées aux ménages. Au total, le nombre d'emplois dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et des activités sociales était de 325'589 EPT en 2008, en augmentation depuis 2005 (322'728) et 2001 (300'022). Le taux d'emplois se fixe ainsi à environ 100 pour 1000 habitants, stable depuis 2005. Avec un taux de 369 ‰, Ecublens (VD, EPFL et UNIL) possède la densité la plus élevée en 2008 devant Aarau (324) et Liestal (245) du fait de leur rôle de capitales régionales. A l'inverse, certaines villes de la banlieue zurichoise telles que Regensdorf et Volketswil ainsi que genevoise (Vernier) possèdent une densité plus faible (environ 21 ‰) s'expliquant par la proximité d'autres centres. Le taux d'emplois dans ces trois secteurs augmente avec la taille de la ville. On observe également un gradient ouest-est marqué par une présence plus faible de ce type d'emplois dans les villes de l'Est, du Centre de la Suisse et de la région zurichoise, soit des espaces géographiques où l'Etat social est moins développé.

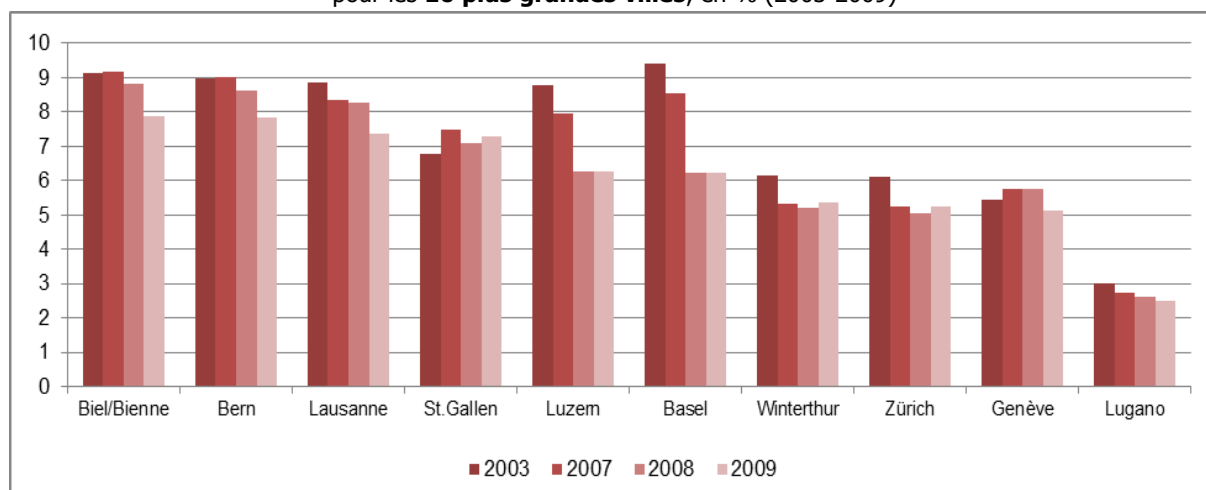
Taux d'emplois dans l'enseignement, la santé et les activités sociales (p. 1000 habitants) **selon la région géographique** (2001, 2005, 2008)



Baisse de la charge fiscale presque partout pour les familles avec enfants

Entre 2003 et 2009, la charge fiscale des communes urbaines (pour une personne salariée, mariée, avec 2 enfants et un revenu de 90'000 francs) a diminué dans toutes les régions et dans tous les cantons, St-Gall étant l'exception. La charge fiscale est la plus élevée dans les villes de l'Espace Mittelland et la moins élevée au Tessin. Les différences de fiscalité dues aux réalités politico-administratives, exprimées par l'appartenance cantonale des villes, sont importantes (2009 : NE 9% et ZG 1,2%), mais aussi entre les régions (5,2 points d'écart entre l'espace Mittelland (7,9%) et le Tessin (2,7%)) ou entre grandes villes (5,4 points d'écart entre Bienne (7,9%) et Lugano (2,5%). Les villes tessinoises, zougaises et schwytzoises se caractérisent par une ponction fiscale pour les couples mariés avec enfants très faible en comparaison interurbaine, alors que la charge fiscale des villes de Berne, Bienne, Lausanne et St-Gall est environ trois fois plus lourde. Les villes des cantons de SO, JU, ZG, BL, BS, TG, FR, LU et SH ont fortement baissé leur fiscalité pour les couples mariés avec enfants entre 2003 et 2009, devenant ainsi plus attractives pour l'établissement des familles. Mais à moyen terme, cette diminution de la charge fiscale pourrait justement avoir des conséquences sur l'offre de prestations sociales, les réductions touchant également les autres catégories de contribuables.

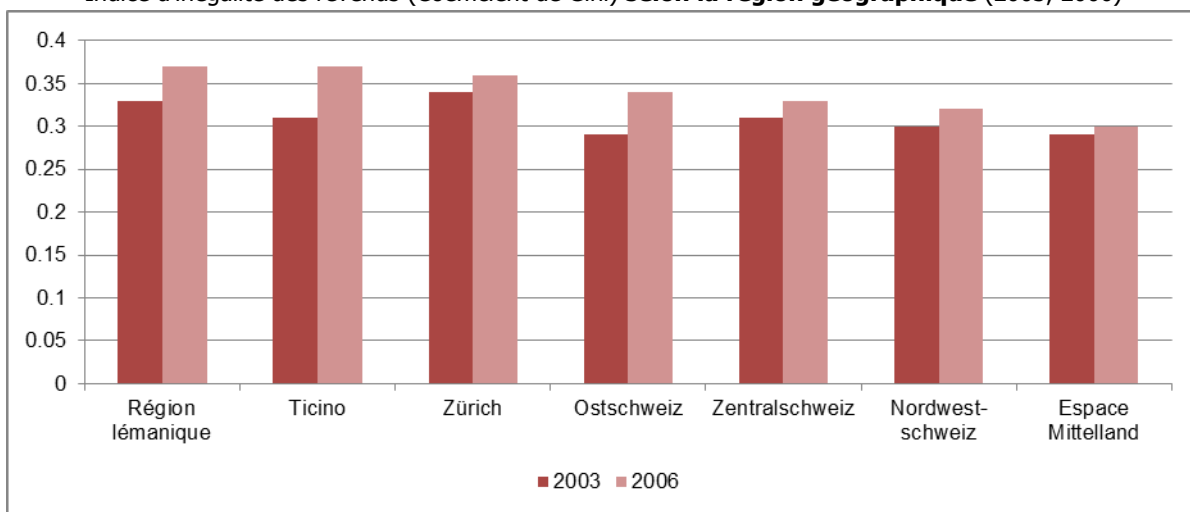
Charge fiscale (pers. salariée, mariée avec deux enfants et un revenu de 90'000 frs)
pour les **10 plus grandes villes**, en % (2003-2009)



Accroissement généralisé des inégalités sociales

L'indice de Gini est habituellement utilisé pour mesurer le niveau des inégalités sur la base du revenu disponible. Il varie entre 0 et 1. Plus l'indice est faible, plus les revenus sont équitables au sein de la population. Un indice supérieur à 0,4 est considéré comme dangereux pour l'équilibre sociétal. En 2006, 27 villes de plus de 10'000 habitants, dont Genève, Zoug, Zollikon, Pully, Versoix et Lugano, dépassaient ce niveau. Les inégalités ont augmenté dans pratiquement toutes les villes. Les disparités sociales sont légèrement plus importantes dans les villes de plus de 100'000 habitants, puis gardent pratiquement les mêmes proportions dans les villes moyennes et petites. De plus grandes inégalités s'observent par région. L'arc lémanique et le Tessin présentent les plus fortes inégalités (0,37), alors que les villes du Nord-Ouest de la Suisse apparaissent comme plus égalitaires (0,32). Les zones frontières dénotent une plus forte augmentation des disparités entre 2003 et 2006, ceci pouvant s'expliquer par une surreprésentation d'employés sous-qualifiés et surqualifiés dans ces régions. Genève est la ville affichant l'indice de Gini le plus élevé, autant en 2003 qu'en 2006, alors que Berne est la ville la plus égalitaire avec un niveau stable. L'actualisation de ces données est attendue.

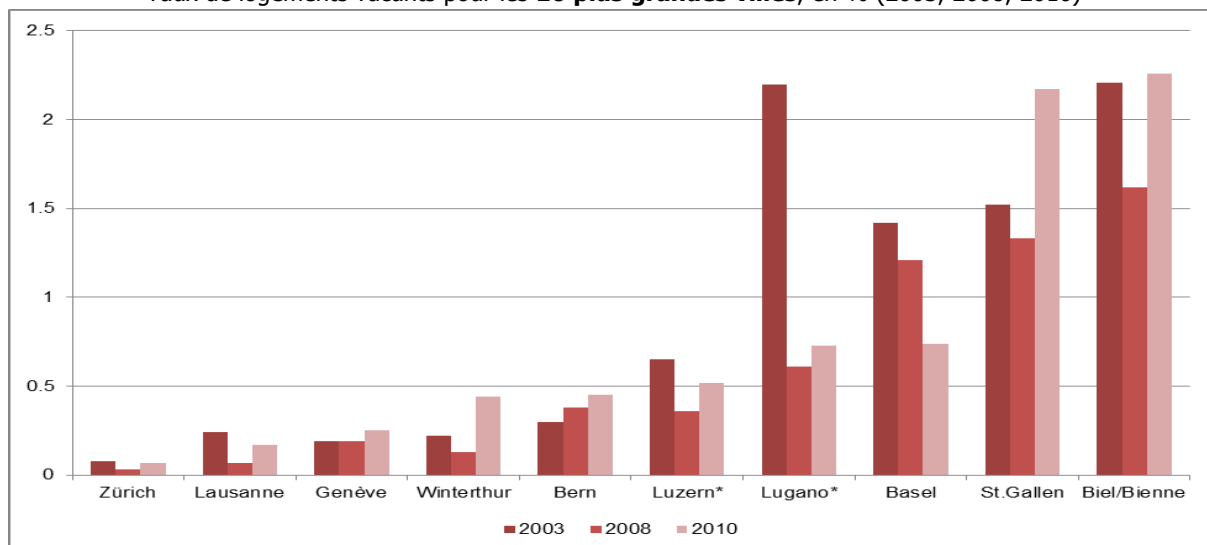
Indice d'inégalité des revenus (Coefficient de Gini) **selon la région géographique** (2003, 2006)



Taux de logements vacants très faible malgré un effort de construction

Le thème du logement fait actuellement débat dans de nombreuses villes malgré un certain effort en termes de nouvelles constructions (14'300 en 2009 pour les 135 villes prises en compte, en augmentation par rapport au début des années 2000). En 2010, Rheinfelden était la ville ayant le taux de logements vacants le plus élevé (pas loin de 6%) et Morges le plus bas (0,06 %). La pénurie de logements se fait surtout sentir dans les grandes villes, qui présentent en effet un taux très faible de logements vacants (Zurich: 0,1%, Lausanne: 0,2%, Genève: 0,25%). Plus les villes sont grandes, plus la disponibilité est faible, ceci particulièrement dans les villes universitaires et les capitales régionales. Concernant l'évolution, les dix plus grandes cités (sauf Berne) présentent une diminution des appartements libres entre 2003 à 2008 mais une augmentation de 2008 à 2010, pouvant s'expliquer par un effort de construction, sauf pour Bâle qui se caractérise déjà par un territoire très densifié. Le regain de logements vacants dans certaines villes étonne et ne correspond pas à la perception de la population. On peut dès lors se demander si une part de la pénurie actuelle n'est pas quelque peu artificielle...

Taux de logements vacants pour les **10 plus grandes villes**, en % (2003, 2008, 2010)



* Gemeindefusion / fusion de communes

La BADAC ou la mise en valeur de la statistique publique pour les villes

La base de données « villes » de la BADAC vise la mise en valeur des statistiques publiques par regroupements et classifications d'indicateurs pertinents du point de vue des sciences administratives. Elle permet de réaliser en trois clics des analyses de tendances pour les villes d'un seul canton, une classification des indicateurs selon la taille de la ville ou par région géographique ou linguistique. Elle permet aussi une analyse par chef-lieu, de regrouper les villes par district et de lister tous les résultats par commune (sous réserve de disponibilité des données). Trois principales sources alimentent la BADAC : les données de l'OFS, lesquelles sont rassemblées par le Service statistique de la ville de Zurich et qui débouchent sur la publication « [Statistique des villes suisses](#) », et les données de l'[Administration fédérale des finances](#) et [des contributions](#).

Liens sur les données urbaines interactives de la BADAC

- Portrait par ville : http://www.badac.ch/db/db_portraits.php?typeN=2&lang=Fr
- Chiffres-clés : http://www.badac.ch/fr/prestations/villes/chiffres_cles.php
- Thématiques urbaines : http://www.badac.ch/db/db_themes.php?typeN=2&theme=tableaux&lang=Fr
- Publications : <http://www.badac.ch/fr/publications/index.php>

Renseignement

Christophe Koller, Responsable de la BADAC et Chef de projets à l'IDHEAP, Tél. +41 (0)21 557 40 67
christophe.koller@idheap.unil.ch

Étude complète

C. Koller, A.-C. Rolland, N. Heuberger, *Monitoring des villes suisses. Analyse comparative des autorités, des activités et des dépenses étatiques (2000-2010)*, WorkingPaper BADAC-IDHEAP 04/2011, 72 pages ([Version Pdf](#)).

NB L'étude reliée et en couleur peut être commandée par email: anne-celine.rolland@idheap.unil.ch au prix de **20 frs**.

Indicateurs du communiqué et sources

- Taux d'administration publique centrale, en EPT pour 1000 habitants ;
Source : Statistique des villes suisses ; OFS, Recensement fédéral des entreprises.
- Taux d'emploi dans l'enseignement, la santé et les activités sociales, en EPT pour 1000 habitants ;
Source : Statistique des villes suisses ; OFS, Recensement fédéral des entreprises.
- Charge fiscale (personne salariée, mariée avec deux enfants et un revenu de 90'000 frs), en % ;
Source : Statistique des villes suisses ; Administration fédérale des contributions.
- Indice d'inégalité des revenus ; Source : Administration fédérale des contributions.
- Taux de logements vacants, en % ; Source : Statistique des villes suisses ; OFS, Recensement des logements vacants.